

Lettre aux membres de l'OMC : reportez la conférence ministérielle et dérogez l'ADPIC maintenant

23 novembre 2021

Chers membres de l'OMC :

Notre monde est embourbé dans des crises multiples. La pire pandémie mondiale depuis un siècle a mis en évidence les clivages profonds entre le Nord et le Sud, les riches et les pauvres, les privilégiés et les vulnérables. Les taux de vaccination dans les pays à faible revenu sont en moyenne inférieurs à 7 %, tandis que les pays riches font des rappels à des populations presque entièrement vaccinées. Près de deux ans après le début de la pandémie, rien n'indique que ces écarts se combleront.

La crise climatique accélère la dévastation environnementale et humaine dans le monde. Ces catastrophes s'ajoutent à l'endettement chronique - fortement exacerbé dans les pays en développement en raison du choc externe du Covid-19 - à l'instabilité et aux inégalités systémiques des pays les plus pauvres, des travailleurs salariés et sans emploi, des femmes, des populations autochtones et des communautés vulnérables.

L'OMC est également en crise. Elle n'a absolument pas réussi à résoudre l'apartheid vaccinal qui est le résultat direct des monopoles que son Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) confèrent aux multinationales pharmaceutiques qui ont bénéficié de subventions publiques massives.

La dérogation COVID-19 aux ADPIC peut être approuvée par le Conseil général de l'OMC à Genève, qui a déjà approuvé de nombreuses autres dérogations. Pourtant, la proposition n'est toujours pas approuvée un an après avoir été déposée. Le refus honteux d'une poignée de gouvernements puissants d'accorder une dérogation ADPIC pour les droits de propriété intellectuelle liés au Covid-19 confirme la priorité systémique accordée par l'OMC au profit par rapport aux personnes.

Malgré l'ampleur incontestable de cette crise, la Directrice générale de l'OMC et le Président du Conseil général proposent d'accueillir en personne la douzième Conférence ministérielle (MC12) à Genève du 30 novembre au 3 décembre de cette année.

La Directrice générale a pris cette décision alors qu'un nombre important de ministres et de leurs principaux responsables ne sont pas en mesure de se rendre en toute sécurité à Genève pour la MC12. Certains pourraient ne pas pouvoir voyager du tout, car les perturbations actuelles des voyages liées au COVID font qu'il n'y a pas de vols commerciaux à destination ou en provenance de leur pays ou de points de transit accessibles. Beaucoup viennent de pays qui ne sont essentiellement pas vaccinés. Les vaccins utilisés dans certains pays ne sont pas reconnus pour des réunions internes en Suisse. Les exigences fixées par les pays de transit, ainsi que les coûts et les inconvénients de la quarantaine lors du retour au pays, s'ajouteront aux problèmes de praticabilité et d'accessibilité financière pour de nombreux ministres. Les inégalités évidentes favoriseront ceux qui ont des vaccins reconnus en Suisse, la facilité de voyager, la proximité et les délégations basées à Genève - c'est-à-dire les pays riches du Nord.

L'OMC prétend être une organisation fondée sur le consensus. La décision de tenir une réunion ministérielle alors que certains ministres ne peuvent pas y assister garantira que toute décision prise dans ce contexte n'aura aucune légitimité.

De plus, le Secrétariat de l'OMC n'a pas présenté de plan permettant d'assurer la sécurité physique et la participation effective de ceux qui seront présents en personne. Les exigences de tests répétés

pendant le déroulement de la ministérielle, la limitation du nombre de personnes qui peut entrer dans les bâtiments et dans les salles de négociation, et les inévitables embouteillages logistiques rendront probablement la conférence impossible à organiser. En outre, il y a le risque qu'une personne infectée doive payer un séjour à l'hôpital en Suisse, ou contraindre sa délégation à la quarantaine ou même le site entier à la fermeture.

L'alternative d'une conférence ministérielle hybride ou virtuelle est tout aussi intenable. Les ministres et leurs hauts fonctionnaires qui ne peuvent pas être présents seront intrinsèquement désavantagés. S'ils ne peuvent pas être présents dans la salle, ils ne peuvent pas participer d'égal à égal aux délibérations sur des questions d'une importance fondamentale pour eux, comme la pêche, l'agriculture ou la dérogation ADPIC. Dans d'autres réunions, le manque de fiabilité de la connectivité (qui est malheureusement une réalité dans de nombreux pays en développement) et les fuseaux horaires variables ont conduit les ministres à se contenter de présenter des déclarations en plénière à leur propre région.

Ainsi, l'institution dont les règles imposent l'apartheid en matière de vaccins tente, de manière incroyable, de tenir une réunion dans des conditions d'apartheid en matière de vaccins, sans avoir d'abord résolu cet apartheid en acceptant la dérogation ADPIC. Procéder dans ces conditions ne fera qu'éroder davantage la légitimité de l'OMC, et miner la crédibilité de la nouvelle Directrice générale, à un moment où la crédibilité de l'Organisation est déjà au plus bas.

La détermination à tenir la 12ème Conférence ministérielle s'inscrit dans la continuité des efforts déployés depuis longtemps par les membres riches et puissants de l'OMC pour contrôler l'ordre du jour et les décisions et pour marginaliser les gouvernements du Sud et les peuples du monde. Il y a plusieurs autres [questions importantes et non résolues](#) à l'ordre du jour de l'OMC aujourd'hui, comme le besoin urgent de supprimer les barrières de l'OMC à la souveraineté alimentaire et au développement en trouvant une solution permanente au stockage public, et l'agenda du développement. Mais ces questions sont mises de côté par les pays riches qui exigent un programme qui consolidera leur pouvoir et les profits de leurs entreprises, ainsi que leur influence sur l'élaboration de la politique intérieure des États-nations. Leur programme comprend des propositions d'accords "plurilatéraux" sur la réglementation intérieure, la facilitation des investissements et le commerce numérique, qui ne sont même pas légaux dans le cadre du mandat de l'OMC et qui éroderaient la démocratie et exacerberaient davantage les multiples crises auxquelles le monde est confronté aujourd'hui. Ces demandes n'ont pas leur place dans un quelconque agenda mondial, et surtout pas en pleine pandémie.

Nous appelons donc la Directrice générale, le Président du Conseil général et, surtout, les Membres de l'OMC eux-mêmes à reporter la douzième Conférence ministérielle. Nous demandons par contre à tous les Membres et au Secrétariat de tout mettre en œuvre pour parvenir à un accord urgent sur la dérogation ADPIC afin de supprimer les obstacles que constituent les règles de propriété intellectuelle aux produits destinés à prévenir, traiter ou contenir le COVID-19.

Signataires:

Réseaux internationaux et régionaux:

1	ACP Civil Society Forum	ACP Civil Society Forum is the platform for ACP Civil Society Organizations in Africa, the Caribbean, and the Pacific for involvement in ACP EU WTO and all international trade and development cooperation.
---	-------------------------	--

2	African Organization of the International Trade Union Confederation (ITUC-Africa)	The African Regional Organisation of the International Trade Union Confederation (ITUC-Africa) is a pan-African trade union organisation. ITUC-Africa has 17 million declared members and 101 affiliated trade union centres in 51 African countries.
3	Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD)	APWLD is the leading network of feminist organizations and individual activists in Asia Pacific. APWLD's 252 members represent groups of diverse women from 27 countries in Asia Pacific. Over the past 34 years, APWLD has actively worked towards advancing women's human rights and Development Justice.
4	Citizen News Service (CNS)	CNS provides communication, policy and advocacy support on issues around development justice worldwide. They are based in India and Thailand.
5	Corporate Europe Observatory (CEO)	Corporate Europe Observatory (CEO) is a research and campaign group working to expose and challenge the privileged access and influence enjoyed by corporations and their lobby groups in EU policy making.
6	DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era)	DAWN is a feminist network based in the Global South working to promote gender equality and women's human rights within a just and sustainable economic, political, ecological and social system.
7	East African Trade Union Confederation (EATUC)	EATUC is instrumental in ensuring that the East African Community involves workers in all issues concerning regional integration, establish tripartism as an important mechanism of consultation and dialogue, promote the ratification of international labour standards by the partner states, promote the integration of youth and women in all spheres of socio-economic development, promote the decent work agenda, harmonization of labour laws and policies in East Africa and promote the concept of free movement of factors of production in the region.
8	Education International	Education International is the Global Union Federation that brings together organisations of teachers and other education employees from across the world. Through its 383 member organisations, they represent more than 32 million teachers and education support personnel in 178 countries and territories.
9	Focus on the Global South	Focus on the Global South is an activist think tank in Asia providing analysis & building alternatives for just social, economic & political change.
10	Friends of the Earth International (FoEI)	FoEI is the world's largest grassroots environmental network, uniting 73 national member groups and some 5,000 local activist groups on every continent. With over 2 million members and supporters around the world, FoEI campaign on today's most urgent environmental and social issues.
11	Friends of the Earth Latin America and the Caribbean (ATALC)	ATALC is the network of 14 organizations in the region that also form part of Friends of the Earth International (FoEI). We work for system change from the perspective of environmental, social, economic and gender justice.
12	Global Alliance for Tax Justice (GATJ)	The Global Alliance for Tax Justice (GATJ) is a global coalition in the tax justice movement. GATJ campaigns for progressive and

		redistributive taxation systems nationally, and for a transparent, inclusive and representative global tax governance internationally, which ensures the right of developing countries to tax part of multinational corporations' global profits generated in their economies.
13	Institute for Economic Research on Innovation (IERI)	The Institute for Economic Research on Innovation (IERI) does policy research in the political economy of knowledge to promote sustainable economic growth, social development and political democracy.
14	International Grail Justice and Trade Network	The Grail is an international spiritual, cultural and social movement of women - celebrating its centenary this year. Founded in the Netherlands in 1921, it is now active in over 20 countries in all six continents. The Grail works for the development of women's talents and capacities and their contribution to the transformation of the world in peace, justice and love.
15	International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tourism, Tobacco and Allied Workers' Associations (IUF)	The IUF is an international federation of trade unions composed of 421 affiliated trade unions in 128 countries representing over 10 million workers.
16	International Women's Rights Action Watch Asia Pacific	International Women's Rights Action Watch Asia Pacific is a feminist organisation that acts to disrupt structures, systems and institutions that violate women's human rights.
17	International-Lawyers.Org (INTLawyers)	INTLawyers provides trainings and presentations, produces publications, brings cases on behalf of individuals and peoples, advises governments, participates in domestic and international political and legal processes, and engages in global fora as a voice for global justice.
18	Pacific Network on Globalisation (PANG)	PANG is a Pacific Islands regional network promoting self-determination and economic justice in the Pacific.
19	Pan African Association for Literacy and Adult Education (PAALAE)	PAALAE has been fighting for education for all, democracy and solidarity since 2000, and is based out of Dakar, Senegal.
20	Public Services International (PSI)	PSI represents 30 million workers in 170 countries to promote quality public services in every part of the world.
21	Salud y Fármacos	Salud y Fármacos is an international non-profit organization that promotes access and the appropriate use of pharmaceuticals among the Spanish-speaking population.
22	Social Watch	Social Watch is a network of civil society organizations that keep their governments accountable for their international commitments to eradicate poverty and achieve gender equality
23	Universities Allied for Essential Medicines (UAEM)	The UAEM is a global network of university students who believe that universities have an opportunity and a responsibility to improve global access to public health and life-saving medicines.

Organisations nationales:

24	World of Work Institute (IMT)	Argentina
25	Free Path Foundation	Argentina
26	Cooperation for Peace and Development (CPD)	Afghanistan
27	Australian Arts Trust	Australia
28	Australian Fair Trade and Investment Network	Australia
29	Community and Public Sector Union, State Public Services Federation (CPSU SPSF)	Australia
30	Data Stream Pty Limited	Australia
31	Missionary Society of St Columban	Australia
32	SEARCH Foundation	Australia
33	Union Aid Abroad-APHEDA	Australia
34	Anders Handeln	Austria
35	Voices for Interactive Choice and Empowerment (VOICE)	Bangladesh
36	Bangladesh Krishok Federation	Bangladesh
37	EquityBD	Bangladesh
38	Centre tricontinental (CETRI)	Belgium
39	National Employees Center (CNE)	Belgium
40	Social Watch Bénin	Benin
41	Internet Bolivia Foundation	Bolivia
42	Gestures - Seropositivity, Communication and Gender	Brazil
43	Tax Justice Institute	Brazil
44	Canada Fair Trade Network (CFTN)	Canada
45	Canadian Centre for Policy Alternatives (CCPA)	Canada
46	Common Frontiers	Canada
47	Public Service Alliance of Canada (PSAC)	Canada
48	Quebec Network on Continental Integration (RQIC)	Canada
49	The Council of Canadians	Canada
50	Trade Justice Prince Edward Island	Canada
51	Association for Research and Social Action (NOMADESC)	Colombia
52	Environment and Society Association	Colombia
53	Observatorio de Victimas	Colombia
54	Association of Public Employees of Antioquia (ADEA)	Colombia
55	Ecumenical Academy	Czech Republic
56	National Confederation of Trade-union Unity (CNUS)	Dominican Republic
57	Salvadoran Center for Appropriate Technology (CESTA)	El Salvador
58	Friends of the Earth France	France
59	Ghana Trade And Livelihood Coalition (GTLC)	Ghana
60	Nature Friends Greece	Greece
61	Confederation of Public and Private Sector Workers (CTSP)	Haiti
62	Platform to Advocate for Alternative Development (PAPDA)	Haiti
63	Alliance for Sustainable and Holistic Agriculture (ASHA)	India

64	Forum for Trade Justice	India
65	Initiative for Health & Equity in Society	India
66	IT for Change	India
67	Sunray Harvesters	India
68	Indonesia for Global Justice (IGJ)	Indonesia
69	Latin America Solidarity Centre (LASC)	Ireland
70	Fairwatch	Italy
71	Pacific Asia Resource Center (PARC)	Japan
72	Kamukunji Paralegal Trust (KAPLET)	Kenya
73	Policy Analysis and Research Institute of Lesotho (PARIL)	Lesotho
74	Consumers' Association of Penang (CAP)	Malaysia
75	Friends of the Earth Malaysia (SAM)	Malaysia
76	Positive Malaysian Treatment Access & Advocacy Group (MTAAG+)	Malaysia
77	Federation of Democratic Labour Unions	Mauritius
78	Federation of Local Government and Other Labour Unions	Mauritius
79	Mauritius Trade Union Congress (MTUC)	Mauritius
80	Migration and Sustainable Development Alliance	Mauritius
81	Resistance is an Alternative	Mauritius
82	State and Other Employees Federation (SOEF)	Mauritius
83	Mauritius Consumers Association (ACIM)	Mauritius
84	Tacuba Group	Mexico
85	Center for Promotion and Professional Education "Vasco de Quiroga"	Mexico
86	Mexican Action Network Against Free Trade (RMALC)	Mexico
87	Moroccan Euromed Network of NGOs	Morocco
88	GEFONT Nepal	Nepal
89	Union of Public Services in Nepal (UPSIN)	Nepal
90	Campaign Against Foreign Control of Aotearoa (CAFCA)	New Zealand
91	FIRST Union	New Zealand
92	It's Our Future	New Zealand
93	Center for the Rights of the Peasantry (CEDECAM)	Nicaragua
94	Nigerien Network of NGOs and Development Associations for the Defense of Human Rights and Democracy (RODADDHD)	Niger
95	Attac Norway	Norway
96	No to the EU	Norway
97	Norwegian Trade Campaign	Norway
98	Spire	Norway
99	Noor Pakistan	Pakistan
100	Ecological Voices Collective (COVEC)	Panama
101	Association of Technology, Education, Development, Research and Communication (TEDIC)	Paraguay
102	Let's Decide! Campaign for Citizen Expression	Paraguay

103	Federation of Water and Sewage Workers (FENTAP)	Peru
104	United Confederation of Workers (CUT)	Peru
105	Gender and Economy Group (GGE)	Peru
106	Peruvian Fair Trade and Ethical Consumption Network	Peru
107	Center for United and Progressive Workers (SENTRO)	Philippines
108	WomanHealth Philippines	Philippines
109	Trade Justice Pilipinas	Philippines
110	Green Zone Foundation	Poland
111	AFRICANDO	Senegal
112	Congress of South African Trade Unions (COSATU)	South Africa
113	South Durban Community Environmental Alliance (SDCEA)	South Africa
114	Community Empowerment for Progress Organization (CEPO)	South Sudan
115	Universal Union for Solidarity Development	Spain
116	Association for Proper Internet Governance (APIG)	Switzerland
117	Attac Switzerland	Switzerland
118	Public Eye	Switzerland
119	Governance Links	Tanzania
120	Humanitaire Plus	Togo
121	Information Communications Technology for Development (ICT4D)	Uganda
122	Southern and Eastern African Trade Information and Negotiations Institute (SEATINI)	Uganda
123	Global Justice Now	United Kingdom
124	Trade Justice Movement	United Kingdom
125	UNISON	United Kingdom
126	War on Want	United Kingdom
127	Just Treatment	United Kingdom
128	Milwaukee Fair Trade Coalition	United States
129	Foundation for Integrative AIDS Research	United States
130	Social Watch	Uruguay
131	Social Ecology Network (REDES) - Friends of the Earth Uruguay	Uruguay
132	Classist Tendency Coalition (CTC-VZLA)	Venezuela
133	SCODE	Vietnam